

14 juin 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Lech Kaczynsky, Président de la République de Pologne, sur les relations franco-polonaises et l'avenir de la construction européenne, à Varsovie le 14 juin 2007.

M. LECH KACZYNSKI - Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs. Tout d'abord je voudrais remercier Monsieur le Président SARKOZY de sa visite en Pologne. Cet entretien fut extrêmement intéressant et lié à beaucoup de propositions intéressantes. La France a un Président avec lequel on peut résoudre beaucoup de problèmes actuels dans l'Europe à 27. Sans la résolution de ces problèmes, l'Europe ne pourrait pas aller aussi vite de l'avant qu'elle peut le faire. Je suis satisfait, content et je pense que nous sommes en mesure de coopérer de façon encore plus étroite que ce ne fut le cas jusqu'alors. Nous avons parlé de beaucoup de questions liées non seulement à la Constitution européenne, mais aussi à d'autres sujets. Nous sommes convaincus, tous les deux, que le 21 et surtout le 22 juin prochain, deuxième jour du Conseil Européen, devraient être des journées de succès pour la France, la Pologne et, avant tout, pour l'Europe toute entière.

Je vous remercie et je donne maintenant la parole à Monsieur le Président SARKOZY.

LE PRESIDENT - Monsieur le Président, je voudrais vous remercier pour cette longue réunion de travail que nous avons eue ensemble. Je voulais absolument venir en Pologne, parce que la Pologne est un grand d'Europe. Je l'ai toujours pensé et je l'ai toujours dit.

La Pologne est de loin le pays le plus peuplé des nouveaux états de l'Union européenne dits de l'Est. La Pologne fait partie des six plus grands pays européens. Ce pays est également l'histoire d'une réussite. Et je mesure le chemin parcouru par votre pays, Monsieur le Président, depuis 1989. C'est le premier pays à s'être libéré démocratiquement, par ses propres forces. La Pologne est le pays qui a donné au monde Jean-Paul II. Elle est le pays où Gdansk est devenu, pour beaucoup d'entre nous, en Europe de l'Ouest, un symbole d'une force populaire et sociale qui s'est libérée du joug dans lequel on voulait l'enfermer. Gdansk, Monsieur le Président, est une ville chère à votre cœur. Vous m'y avez invité, dans votre résidence, et j'ai accepté, bien sûr, cette invitation.

La Pologne a un rôle historique en Europe. Et j'ai dit au Président polonais combien nous, les Français, nous comprenions l'histoire de la Pologne, si douloureuse depuis deux siècles. Elle a conduit ce pays, tant de fois, à être menacé dans sa sécurité, à être envahi et, peut-être même, à craindre un certain nombre de ses voisins. Je comprends parfaitement pourquoi les Polonais se sont tant battus pour intégrer l'Union européenne. Et j'ai voulu dire au Président polonais que la place de la Pologne en Europe était celle d'un grand pays. Naturellement, un grand pays a des droits mais il a aussi des devoirs. J'ai dit au Président polonais combien je pouvais comprendre la position exprimée par la Pologne, moi qui préside aujourd'hui un pays qui a voté « non » au référendum. Et pourtant ce pays et c'est ce que j'ai dit avec Bernard KOUCHNER et Jean-Pierre JOUYET, se battra pour trouver un compromis au Conseil européen des 21 et 22 juin prochains. Je remercie le Président polonais de la façon dont nous avons pu travailler, nous exprimer et

échanger. Bien sûr, tout n'est pas résolu. Mais j'ai mieux compris les craintes, les aspirations, les demandes du gouvernement polonais et du Président polonais. Avec Bernard KOUCHNER, nous lui avons fait valoir la nécessité que chacun puisse faire, à un moment où à un autre, un compromis pour sortir l'Europe de l'immobilisme.

Par ailleurs, le Président a invité la France, par l'intermédiaire de ses représentants, à un sommet franco-polonais qui se tiendra à l'automne, en Pologne, sur la mer Baltique.

Nous avons également parlé de nombreuses questions bilatérales et il y a une très grande convergence de vues. J'ai rappelé au Président polonais notre volonté de défendre une agriculture européenne indépendante, de nous battre pour le maintien d'une politique agricole commune.

L'Europe a besoin des agriculteurs polonais. J'ai dit combien il était important d'intégrer la Pologne dans le concept de l'Europe de la défense. J'ai fait valoir combien nous souhaitons que nos entreprises puissent participer de manière importante au développement remarquable de la Pologne d'aujourd'hui. Nous avons des projets très précis pour les hélicoptères, pour les avions. J'ai noté la très grande ouverture du Président polonais.

Avant d'aller voir le Premier Ministre, je tenais à rendre compte de cet entretien, qui a été, Monsieur le Président, extrêmement agréable parce que très utile, très franc, très libre, et, au fond, je l'espère, très positif dans la perspective du Sommet des 21 et 22 juin.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez donné quelques lignes d'espoir. Mais, au total, est-ce que vous sentez, qu'aujourd'hui, quelque chose s'est passé et qu'on va pouvoir évacuer cette menace de veto. L'autre question est pour le Président polonais. Monsieur le Président KACZYNSKI, qu'est-ce qui a changé aujourd'hui ? Est-ce que les mots du Président SARKOZY qui veulent aller au cœur, sont vraiment allés à votre cœur ?

LE PRESIDENT - Je voudrais dire d'abord que les mots que nous avons tenus, au nom de la France avec Bernard KOUCHNER et Jean-Pierre JOUYET, ne sont pas des phrases, ni des propos de circonstance. Et je veux dire à nos amis polonais, au peuple polonais, que je pense profondément ce que j'ai dit à leur Président. Et je le pense depuis très longtemps. Je parle sous le contrôle des spécialistes des questions européennes que vous

êtes : vous m'avez toujours entendu, quelles que soient mes responsabilités, défendre cette position, notamment lorsque j'étais Ministre de l'Intérieur et que je me suis battu pour que le G5 se transforme en G6 avec la présence de la Pologne.

Par ailleurs, j'ai une sensibilité assez proche de l'Europe centrale. Il faut comprendre l'histoire d'un pays pour mesurer les réactions de ses dirigeants. Il faut se mettre à la place des gens pour comprendre ce qui les motive et essayer de trouver des voies de compromis. Quand on voit que, sur les deux derniers siècles, la Pologne a été indépendante pendant seulement quelques décennies, on comprend alors la psychologie des positions politiques. Je ne me permets pas de la juger, mais j'essaye de l'intégrer dans le cadre d'un compromis européen.

Deuxième élément, il ne s'agit pas pour nous de conclure un accord. Ni le Président polonais, ni moi, ne sommes suffisants pour établir un accord qui, je le rappelle, doit se faire à 27. Il s'est agi, pour la délégation française, de comprendre la position de nos amis polonais. Et, pour nos amis polonais, de comprendre la situation dans laquelle se trouve l'Europe. Et un pays qui a voté « non », pourquoi est-il amené aujourd'hui, comme la France, à être moteur pour aller vers le traité simplifié ? Voilà ce que l'on a essayé de faire. On a parlé deux heures. Je ne dis pas que tout est réglé, je ne me le permettrai pas. Mais je pense que chacun a compris les lignes rouges de l'autre, c'est-à-dire ce qui était possible et ce qui ne l'était pas. Je comprends parfaitement les problèmes du Président polonais. Je rappelle que la France a voté « non » à 55%. J'ai donc dit au Président polonais qu'il devait aussi comprendre les nôtres.

Mais, au fond, qu'ai-je voulu dire ? Que la Pologne est un grand pays et que l'Europe a besoin de tous les grands pays. La Pologne devrait participer à ce compromis et fuir comme la peste, me semble-t-il, l'isolement. Tout comme la France doit participer à un compromis et fuir, comme la peste, l'isolement. Voilà, si en Europe chacun pense avoir raison tout seul, alors, il n'y a plus d'Europe. C'est la raison pour laquelle chacun doit cheminer vers un compromis.

Voilà ce que j'ai pensé de nos discussions. J'espère ne pas avoir trahi la pensée du Président

poionais.

M. LECH KACZYNSKI - J'ai présenté mes arguments, liés au fait que le système de Nice est très avantageux pour la Pologne. Nous sommes prêts à des concessions, mais pas à accepter ce système qui, je ne dirais pas nous discrimine, mais qui abaisserait le rang de la Pologne dans le système de vote de l'Union européenne. Mais, en même temps, nous nous sommes mis d'accord pour que nos Ministres des Affaires étrangères et des Affaires européennes se rencontrent, dès dimanche prochain, pour essayer de trouver, ensemble, une solution commune. Une fois de plus, je le répète, la Pologne considère le système de la racine carrée est juste et prend en considération les ambitions du plus grand état de l'Union européenne, l'Allemagne. En même temps, il prend en considération le fait que tous les citoyens de l'Union, des petits ou des grands Etats peuvent avoir la même influence sur son développement.

Nous nous sommes mis d'accord sur la nécessité d'un approfondissement de la coopération dans le domaine des affaires intérieures et de la justice. Monsieur le Président a été, à deux reprises, Ministre de l'Intérieur. Quant à moi, je fus Ministre de la Justice une fois ainsi que Procureur général. Je me rends parfaitement compte comment, dans une Europe unie, alors que les frontières disparaissent, cette coopération est nécessaire si nous voulons assurer, à nos citoyens, une sécurité fondamentale comme celle des rues. Je suis plein d'optimisme après ma rencontre avec Monsieur le Président SARKOZY. Je suis profondément convaincu que, les 21 et 22 juin, nous parviendrons à un compromis dans le cadre duquel tous les Etats seront modérément satisfaits. Mais il ne faut pas qu'il y ait untel ou untel qui ne soit pas satisfait du tout. Il me semble, qu'aujourd'hui, ce compromis est possible, bien que, je le répète, une fois de plus, pour nous, ce système de racine carrée a beaucoup d'avantages. Dans le même temps, il préserve le fait que l'Allemagne, après sa réunification, est devenue la plus grande nation d'Europe.

QUESTION - Question à Monsieur le Président SARKOZY : si nous comprenons bien, vous n'êtes pas partisan du système de la racine carrée. Est-ce que la Pologne peut compter sur la France pendant le Sommet pour qu'il y ait un débat sur cette question ? Est-ce qu'il a été question de la proposition française de partenariat stratégique et, en quoi cela consiste-t-il ? Question au Président polonais : la Pologne ne craint-elle pas d'être isolée et sur quel pays compte-t-elle pour ce qui est du changement du système de vote ?

M. LECH KACZYNSKI - La Pologne est un pays qui a vécu une histoire très difficile. Elle ne veut pas lutter seule et veut être dans une alliance avec la France. La Pologne est gouvernée aujourd'hui par un groupe de personnes qui sont issues de la clandestinité, de Solidarnosc et de l'opposition d'avant août 1980. Je parle du Président, du Premier Ministre, de la Diète, du Sénat, du vice Premier Ministre, du Ministre des affaires étrangères. Tous ne sont pas d'avant août car ils sont trop jeunes mais ce ne sont pas des personnes qui ont peur. Mais nous ne voulons pas nous isoler. Nous voulons atteindre une solution satisfaisante pour la Pologne et les autres. Nous avons également beaucoup de bonne volonté envers notre partenaire allemand en comprenant parfaitement bien qu'un Etat qui compte 82 millions d'habitants veut avoir une importance à sa mesure dans le système de vote au sein de l'Union européenne. Mais il s'agit de proportions. Et ce système de racine carrée assure bien cette proportionnalité des voix.

Merci beaucoup.

LE PRESIDENT - Ecoutez, Madame, il y a des positions de départ, et des positions d'arrivée. Il ne s'agit pas du tout d'avoir peur ou d'avoir du courage. Tous les sujets seront naturellement sur la table. La position de la Pologne est bien connue. Je crois que ce qui est important dans ce qu'a dit le Président polonais, c'est qu'il souhaitait que ce Conseil européen soit un succès. Et qu'il comprenait bien, pour qu'il soit un succès, qu'il fallait que chaque thèse soit reprise en compte, ne serait-ce que partiellement.

Vous savez, il y a un chemin jusqu'au 21, au 22 et puis, du 21 au 22, ce sera une longue nuit. Ce qui est important, je crois, c'est de prendre en considération la sensibilité polonaise, d'exprimer notre amitié à l'endroit de la Pologne. Je pense qu'en venant, avec la délégation française, nous avons bien expliqué à nos amis polonais, qu'ils n'étaient pas isolés en Europe, qu'ils ne devaient pas l'être et que chacun avait besoin de faire un pas l'un vers l'autre. Je pense qu'en l'état actuel des choses, on ne peut rien dire de plus. D'ailleurs, tout ce qu'on dirait de

plus, viendrait compliquer un dossier qu'on est en train d'essayer de simplifier. Et quand je dis que les mots un sens, cela ne veut pas dire qu'on a réussi, cela veut dire qu'on est en train d'essayer de le simplifier. L'Europe est une construction qui se fait par compromis successifs et l'important est de réussir.

QUESTION - Sans dire qu'il y a un gentil et un méchant, le Premier Ministre a dit lui-même que, quand il y a une petite difficulté ou quand les choses ne vont pas bien, il vaut mieux envoyer celui qui a mauvais caractère, à savoir, lui-même, le Premier Ministre. Quelle est votre stratégie par rapport à cela ?

LE PRESIDENT - Celle de voir le Président et le Premier Ministre. Je ne sais pas ce que vous voulez dire par gentil et méchant. Je peux vous dire qu'avec le Président, ce fut très agréable et je ne me prépare pas à un entretien désagréable avec le Premier Ministre. Donc, pour moi, c'est une visite tout à fait naturelle. Il y a un Président et un Premier Ministre en Pologne. Le Président a beaucoup d'influence, le Premier Ministre a beaucoup de pouvoir. Je n'ai pas à m'intégrer dans les affaires politiques polonaises. Ce n'est pas mon premier voyage en Pologne et j'aurais fait cela de toute façon. Je crois surtout ce sont deux hommes qui, avec leurs responsabilités et leurs tempéraments, veulent défendre les intérêts de la Pologne. Nous avons expliqué, avec Bernard KOUCHNER, que la Pologne, avait beaucoup profité, au bon sens du terme, de l'Europe et que tout ceci devait se rejoindre dans un même élan. Je ne regrette pas d'être venu. Je pense que c'était nécessaire, que c'était utile. Par ailleurs, je regrette que, depuis deux ans, comme l'a dit le Président polonais, il n'y ait pas eu un sommet franco-polonais. Enfin, la France et la Pologne sont des alliées historiques depuis longtemps. Le peuple est l'un des seuls avec lequel la France ne s'est jamais battue dans son histoire. La Pologne et la France ont toujours été ensemble. Je souhaite intégrer dans notre politique européenne cette idée d'un partenariat avec la Pologne au-delà, d'ailleurs, des soubresauts de la vie politique française ou de la vie politique polonaise. C'est extrêmement important. De la même façon, il est très important d'être en confiance avec la Grande-Bretagne. L'Ouest, l'Est, plus les initiatives que nous prenons avec le Sud de l'Europe : il me semble que c'est ainsi que la France pourra jouer d'un rôle central en Europe. Ce rôle sera central par son engagement politique et central par sa position géographique.

Merci à tous.